

L'IMPERIALISME

Les Jeux Olympiques de Beijing ont envoyé une véritable onde de choc à travers le monde. Les visiteurs et les téléspectateurs, qui s'attendaient à rencontrer un pays post-communiste en voie de développement, ont découvert des villes gigantesques, propres, modernes et sûres, des installations de pointe, une organisation parfaite, des produits des grandes marques internationales vendus dans d'immenses centres commerciaux, des marques chinoises proposant des produits de haute technologie et des athlètes (peut-être dopés, mais impossible de le prouver) capables de gagner des médailles dans presque toutes les disciplines... Le nouveau superpouvoir affirmait fièrement sa puissance. Il a même profité de la dynamique de l'événement pour annoncer l'abandon de sa "politique de l'enfant unique", afin de stimuler sa croissance à long terme et d'éviter un vieillissement trop rapide de sa population.

Ce succès a suscité plus de crainte que d'amour vis-à-vis de la Chine. Les gens se montraient certes impressionnés, mais aussi frappés de voir qu'il ne restait à peu près rien de l'ancien Beijing. La mort de deux marathoniens a été attribuée à l'air vicié de la capitale, mais les touristes et les journalistes qui avaient profité du voyage pour visiter l'intérieur du pays ont rapporté des cas de pollution encore plus graves. L'étouffement des contestations sociales avant et durant les Jeux, qui a pu être dévoilé malgré tous les efforts de la police pour censurer l'internet, a révolté l'opinion publique mondiale.

Réveil

D'une certaine manière, l'élection surprise d'un Républicain à la tête de la Maison Blanche en novembre 2008 a pu être considérée comme une conséquence de cette onde de choc. Sa volonté affichée de défendre l'*American Way of Life* face à la menace du géant oriental a été entendue, même si la manière dont il comptait s'y prendre demeurait plutôt floue.

De manière plus surprenante (pour un républicain), le futur président avait joué la carte de l'environnement. Des événements climatiques de plus en plus irréguliers et extrêmes faisaient du changement climatique, dans l'esprit des électeurs, une réalité palpable. Le candidat précisait toutefois clairement que, si les 2,5 milliards de Chinois et Indiens avaient en tête de construire des centrales au charbon, de fabriquer des produits chimiques sans protections environnementales et d'acheter des grosses voitures, tous les efforts (non précisés) que pourraient faire les Etats-Unis seraient inutiles.

Dans ces conditions, les négociations de Kyoto II, boycottées non pas par les Etats-Unis, mais par les principales économies émergentes qui estimaient qu'on leur demandait de ralentir leur propre développement pour permettre aux pays post-industriels de conserver leur niveau de vie, ont rapidement échoué.

Les défenseurs de l'environnement et les scientifiques étaient abattus. Sur le plan politique en tout cas, les chances de pouvoir lutter contre le changement climatique et de remplacer en douceur les sources d'énergie non renouvelables et polluantes, semblaient faibles.

La réponse est en fait venue des marchés. Confrontés à une demande de plus en plus forte, les producteurs de pétrole ont laissé grimper le baril de pétrole à 150\$, avec des pointes à près de 200\$. Ils ne se privaient pas non plus d'utiliser leur puissance économique pour négocier un certain nombre d'avantages politiques ou symboliques, comme l'organisation des sommets des Nations Unies ou une garantie de stabilité pour leurs dirigeants.

Les pays industrialisés n'ont pas réagi comme prévu. Ils semblent en effet avoir moins souffert du prix élevé du pétrole que les économies émergentes, qui ont vu leur compétitivité s'affaiblir. Ils ont relâché leur contrôle de l'inflation. Ils ont adopté des lois sur les économies d'énergie, favorisé les sources d'énergie alternatives (les énergies renouvelables mais aussi, voire surtout, les centrales nucléaires actuelles et de "nouvelle génération"), et augmenté les financements attribués à la recherche en matière d'efficacité énergétique, ainsi que de la production et la distribution d'énergies nouvelles. Ils n'ont en revanche pas (c'est le moins qu'on puisse dire) découragé les nombreuses campagnes menées au nom des consommateurs contre les produits en provenance de pays aux contrôles sanitaires et environnementaux considérés comme insuffisants (comme la Chine ou l'Inde), ce qui a entraîné la création de tarifs douaniers "environnementaux" et même, quelques blocages aux frontières.

Les premiers pays touchés ont été les plus pauvres, même si toutes les économies du tiers monde et les économies émergentes ont souffert. Ce ne fut pas une crise soudaine, même si plusieurs marchés boursiers asiatiques se sont effondrés assez rapidement. Tout se passait plutôt comme si les taux de croissance de ces pays, jusqu'alors proches de 10%, avaient été plafonnés d'autorité à un niveau bien inférieur. Les pays qui avaient bâti leur infrastructure en se fondant sur des estimations de croissance à long terme élevée commençaient à s'inquiéter.

Dans ce contexte, les terribles attentats qui endeuillèrent les Jeux Olympiques de Londres en 2012, faisant 4 000 victimes – malgré des mesures de sécurité drastiques qui leur avait valu d'être qualifiés d'"événement le plus surveillé de l'histoire du monde" – , n'ont pas constitué une grosse surprise, sauf peut-être pour les services secrets. Personne ne connaissait les groupes qui ont revendiqué ces attaques. La technologie utilisée était nettement supérieure à celle d'autres attentats récents (le terrorisme de « faible intensité » étant devenu un désagrément courant dans de nombreuses régions du monde). Ces groupes n'ont ensuite plus jamais fait parler d'eux.

Tensions

En 2015, la tension montait dans le monde entier. Mais si vous viviez à Amsterdam, Sidney ou New York, vous pouviez très bien ne rien remarquer. Ces villes, ainsi que d'autres métropoles du monde développé, et même parfois du monde en développement (Delhi, Sao Paulo...), étaient prospères. Elles concentraient les centres de décision des entreprises, elles commandaient *via* les réseaux au mouvement des marchandises, des personnes et de l'argent. Là naissaient et s'expérimentaient les nouvelles idées. La technologie imprégnait ces villes, leur permettant, à elles et aux entrepreneurs qui y travaillaient, d'inventer des services innovants, de nouveaux espaces publics, des formes d'art originales et de nouvelles formes de relations à la fois réelles et virtuelles – tout en contrôlant et en sécurisant très étroitement leur territoire.

L'activité de ces villes étant en grande partie basée sur les services, il leur était plus facile qu'à d'autres de se montrer sensibles aux questions d'environnement. Les voitures restaient le moyen de transport dominant, mais les véhicules devenaient à la fois plus petits et plus intelligents. De nouveaux transports publics, comme des voitures en partage, des minibus à la demande, des ramassages d'entreprise, ont émergé.

Même les restrictions massives imposées aux déplacements internationaux qui ont suivi les attentats de Londres n'ont pas réellement atteint les principales villes. Ces métropoles formaient déjà un réseau soudé qui utilisait de nombreux moyens de télécommunication. Les grands groupes avaient appris à utiliser de plus en plus les systèmes de téléconférence et les espaces virtuels. Les entreprises pouvaient toujours, si nécessaire, réserver un vol sur mesure sur de petites compagnies aériennes privées réservées aux clientèles d'affaires.

Les grandes entreprises ne se sont pas non plus inquiétées de l'évolution générale vers un contrôle de plus en plus strict de l'internet. Là encore, les attentats de Londres ont servi de déclencheur, et rendu définitivement inaudibles les protestations des pionniers grisonnants de l'internet.

Ailleurs, au-delà des limites des 200 agglomérations les plus riches du monde, les choses devenaient en revanche plus compliquées. Peu de temps après le coup d'état de 2016, clairement soutenu par les Etats-Unis, qui avait remplacé le président du Venezuela Hugo Chavez par un dirigeant ami et diplômé de Harvard en 2016, la Russie prenait par les armes le contrôle des champs de pétrole d'Azerbaïdjan. D'une manière plus douce mais tout aussi décidée, l'Union européenne, quant à elle, fournissait l'aide nécessaire aux groupes qui ont finalement renversé le pouvoir déclinant des Mollahs en Iran. Le pouvoir de l'OPEP avait plus ou moins disparu. Deux marchés du pétrole coexistaient : des accords bilatéraux sécurisés à long terme permettaient aux principales économies de bénéficier de prix raisonnables alors que les marchés internationaux des carburants fossiles maintenaient des tarifs insupportablement élevés.

Les changements climatiques commençaient également à avoir des effets dévastateurs. En 2016, après que les Philippines eussent été dévastées par un troisième typhon de niveau cinq en 3 ans, l'Union européenne et un groupe de sociétés mirent en place un effort massif de reconstruction qui a marqué l'histoire pour deux raisons. C'était tout d'abord la première fois qu'une entité gouvernementale s'associait officiellement avec des groupes privés dans une opération de cette nature et de cette ampleur. En outre, des contreparties avaient été conclues du côté philippin : son gouvernement s'engageait à mettre en place des mesures de prévention contre les catastrophes à venir (en utilisant des technologies européennes), mais également à ouvrir plus grand ses marchés aux produits européens, à organiser une croissance plus propre et plus lente ou encore, à appliquer avec vigueur les traités sur la propriété intellectuelle.

Après avoir lourdement investi dans les technologies énergétiques, ainsi que dans les systèmes de détection et de gestion des catastrophes climatiques, l'Occident commençait ainsi à utiliser sa technologie comme un outil de négociation avec les pays qui souffraient le plus des changements climatiques.

Le coût de l'énergie, la méfiance des consommateurs et les campagnes de boycott, la pollution et les problèmes climatiques, pesaient de plus en plus lourd sur les économies émergentes. Certaines d'entre elles continuaient à se développer de manière irrégulière et globalement plus lente. Mais d'autres sont entrées en déclin, accompagné d'une forte instabilité sociale et politique, ce qui aggravait encore leurs problèmes. Les

investissements étrangers se raréfiaient et s'assortissaient de plus en plus de conditions drastiques. Les plus grandes métropoles du tiers monde ont plongé dans l'anarchie alors que leur population continuait à augmenter. Faute d'entretien, plusieurs nouvelles villes industrielles de Chine, bâties au début du XXIème siècle, se délabraient rapidement en raison de la mauvaise qualité des constructions.

Epreuve de force

Ainsi contraints et forcés, en 2019, le Brésil, la Chine et l'Inde, rapidement suivis par la plupart des pays en voie de développement, ont accepté de signer l'accord « Kyoto IIB » (K2B) qui avait été en grande partie élaboré par les experts du monde post-industriel. Selon K2B, tous les pays s'engageaient à réduire de façon drastique leur consommation d'énergie et leurs émissions de particules, ainsi que de CO2. Mais K2B comprenait d'autres clauses tout aussi importantes imposées par les pays post-industriels, ainsi que leurs entreprises, dont plusieurs étaient également signataires. En échange de l'accès à leurs technologies et leurs ressources, qui leur étaient indispensables pour atteindre leurs objectifs environnementaux et se protéger contre les conséquences des changements climatiques (et des troubles sociaux associés), les pays en développement s'engageaient à adopter un vaste train de réformes : ouverture de leurs marchés, dérégulation des investissements étrangers, protection de la propriété intellectuelle, réduction de l'émigration, coopération policière et judiciaire... Plusieurs pays ont même négocié des aides occidentales supplémentaires contre l'adoption d'une politique « un enfant par famille ».

Le respect des nouvelles règles du jeu imposées par les puissances occidentales était strictement assuré. Ainsi, en 2022, un commando armé financé par sept entreprises d'informatique et de biotechnologies attaquait-il Kinshasa (Kenya), détruisant trois complexes industriels accusés de contrefaçon à grande échelle et prenant en otage le gouvernement jusqu'à ce qu'il s'engage fermement à respecter l'"agenda K2B". Des forces spéciales des Nations Unies, financées par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon, et avec l'aide de plusieurs multinationales, se sont vues chargées de régler le nombre croissant de conflits frontaliers liés à l'accès aux ressources, notamment à l'eau. Les frontières, les espaces publics, les réseaux et les transports étaient tous sous étroite surveillance.

Sous l'égide de K2B, les principaux pays industriels ont commencé à établir leurs sphères d'influence. L'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe sont, de fait, devenus des protectorats américains, ce qui a également été le cas pour les pays du Maghreb vis-à-vis de l'Union européenne, tandis que la Russie reprenait un contrôle parfois musclé de nombreux pays de l'ancienne Union Soviétique.

Le développement de ce nouvel ordre mondial *de facto* s'est bien sûr heurté à de fortes résistances. Si le Forum Economique Mondial en était un farouche partisan, le Forum Social Mondial (une fois sorti de la crise dans laquelle les restrictions sur les transports l'avaient plongé, en raison des difficultés rencontrées pour organiser de grands événements mondiaux) est devenu un opposant actif, un réseau puissant, efficace et bien informé. Il utilisait les « réseaux libres » semi-clandestins qui émergeaient sans cesse au-dessus de l'internet, malgré toutes les tentatives pour les contrôler. Choissant une autre forme d'opposition, des communautés alternatives néo-hippies désertaient les villes pour se lancer dans des voyages au tour du monde à pied, à cheval ou à vélo.

Pour une foule de raisons, de nombreux autres groupes politiques, économiques ou religieux refusaient, parfois de manière très violente, le nouvel ordre mondial. Ce foisonnement ouvrait la voie à toutes sortes de manipulations et de suspensions. Ainsi, il s'est avéré impossible d'identifier les responsables de l'explosion successive de bombes radiologiques "sales" sur Denver, Frankfort, Saint Petersburg et Wuhan en 2023 : à qui profitait cet état de peur permanent ? Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis et la Russie, rapidement suivis par la plupart des pays de l'Union européenne, en ont profité pour déclarer un "état d'urgence limité" qui n'a été levé (parfois partiellement) qu'en 2027-2030. La surveillance continue et omniprésente était devenue la règle.

L'immigration illégale était alors considérée comme un crime et lourdement punie. Il était de plus en plus difficile d'émigrer d'un pays en voie de développement vers un pays post-industrialisé. Ceux qui avaient eu la chance d'étudier ou de travailler quelques temps dans les pays du nord ont commencé à former une nouvelle « classe mondialisée » dont les liens avec les communautés internationales des affaires et du pouvoir étaient parfois plus forts qu'avec leurs propres compatriotes.

Réorganisation

Durant cette période, la science et la technologie ont réalisé d'importants progrès, mais ceux-ci restaient dans la plupart des cas confinés dans le cadre de laboratoires et de colloques confidentiels et soumis à des règles strictes de sécurité et de confidentialité. Les priorités de la recherche étaient définies par quatre groupes : l'armée et la police, les multinationales de l'énergie, les autorités sanitaires et les grandes entreprises des secteurs "convergents" de l'informatique, des nanotechnologies et des biotechnologies.

Les technologies de l'information ont su associer de manière intelligente des exigences de sécurité toujours plus importantes à des capacités et des fonctions innovantes. Des capteurs, des actionneurs et des interfaces interactives de toutes sortes recouvraient petit à petit le territoire d'un véritable filet numérique, étroitement relié aux espaces physiques et relationnels, favorisant à la fois le développement de services innovants et un contrôle de plus en plus fin.

Ceux qui se sentaient mal à l'aise dans le monde tel qu'il devenait pouvaient trouver refuge dans des espaces sociaux numériques, certains totalement virtuels, d'autres mixtes, dans lesquels la parole et les comportements restaient à peu près libres. Ces espaces étaient tolérés, parfois même encouragés par les gouvernements, car ils étaient aussi très faciles à contrôler.

Les produits issus des nanotechnologies, des biotechnologies et des neurosciences sont lentement sortis des usages militaires, policiers ou industriels auxquels ils se cantonnaient au départ, pour s'adresser au grand public. Certaines entreprises subventionnaient ceux de leurs employés qui se montraient désireux développer leurs capacités grâce à des implants ou à des médicaments hautement sélectifs. Ceux qui pouvaient se le permettre s'assuraient que leurs enfants à venir bénéficieraient des meilleurs atouts au plan génétique. La détection prénatale de plusieurs problèmes potentiels était en fait devenue obligatoire dans plusieurs pays. De nouveaux médicaments et produits de médecine préventive ont ainsi joué un rôle majeur dans l'augmentation de l'espérance de vie (ou plutôt de « l'espérance de santé »). Les personnes âgées, en tout cas celles qui avaient les moyens de profiter des traitements proposés, étaient en effet en excellente santé, même passé l'âge de 100 ans. L'idée d'un

âge de la retraite déterminé était devenue obsolète, du moins dans les cercles dirigeants, parfois au grand désarroi des jeunes générations dont les perspectives d'évolution sociale semblaient s'éloigner de plus en plus.

L'industrie biotechnologique a pu faire la preuve de ses capacités en deux occasions dramatiques : la première attaque bio-terroriste majeure, qui a frappé Shanghai en 2026, et la montée en puissance de maladies tropicales en Europe du Sud, dont la population n'était pas préparée à combattre des germes qui résidaient habituellement quelques milliers de kilomètres plus au sud. Dans les deux cas, les entreprises pharmaceutiques ont pu en quelques jours développer, produire en masse et distribuer des antidotes, ce qui a probablement sauvé des dizaines de milliers de vies. Certains n'ont cependant pas pu s'empêcher de remarquer que, lorsque des populations plus pauvres se voyaient décimées par des maladies très similaires, les mêmes entreprises ne montraient pas autant de diligence.

En profitant des avantages des avancées technologiques développées par les entreprises avec lesquels elles étaient associées, les villes de Toronto et Stuttgart se sont proclamées, en 2022, les premières « villes 100% durables » au monde. Grâce à plusieurs sources d'énergie alternatives combinées *via* des systèmes de distribution décentralisée, à l'usage dans la construction des techniques et des matériaux plus efficaces, à de nouvelles formes de transport public ou semi-public, à des dispositifs de tri et de recyclage, le tout contrôlé par un réseau omniscient, les deux villes affirmaient pouvoir produire plus d'énergie qu'elles n'en consommaient, sans relâcher de CO2 ou de déchets dans la biosphère.

Cette affirmation a toutefois été contestée par un groupe de chercheurs, qui a démontré que ce résultat devait beaucoup à l'externalisation des activités polluantes dans d'autres régions du monde. Plusieurs universités publiques (en général les plus pauvres, dans un système universitaire devenu hautement concurrentiel) étaient devenues le noyau de réseaux de dissidence intellectuelle. Tout en essayant d'exprimer des idées dissidentes dans le cadre des discussions scientifiques et politiques au Nord, elles se sont également (et prudemment, car la diffusion de résultats de recherche était passible de prison) mises en réseau avec des homologues du Sud pour faciliter la circulation des connaissances.

Brèches

Vers 2025, ces initiatives alternatives ont commencé à porter leurs fruits. D'une manière visiblement coordonnée, des chercheurs indiens, chinois et chiliens ont présenté des résultats intéressants dans le domaine des énergies renouvelables, ainsi que de la production de variétés animales et végétales génétiquement modifiées à très haut rendement et économes en nutriments. L'Inde a immédiatement annoncé son intention de lancer sa « 3^{ème} Révolution Verte » et de la partager avec d'autres pays émergents. Les groupes occidentaux ont essayé de contester ces découvertes, affirmant qu'elles enfreignaient plusieurs des milliers de brevets déposés au cours des précédentes décennies. L'opération avait toutefois été bien préparée au niveau juridique et diplomatique. Il était en outre difficile de prétendre que de telles avancées ne correspondaient pas exactement avec l'objet (au moins officiel) de Kyoto IIB !

Parallèlement, la première génération de soldats, de policiers, de pompiers et de cadres supérieurs « améliorés » de 2020-2025 commençait à montrer d'étranges symptômes pathologiques communs. Dans les pays riches, le recours aux biotechnologies et aux

nanotechnologies à des fins sanitaires est devenu beaucoup plus contrôlé. Toujours pour des raisons sanitaires, l'information a pu commencer à circuler un peu plus librement. Tous les pays ne voyaient toutefois pas les choses du même œil : l'autorisation donnée aux manipulations génétiques humaines à des fins privées par les Etats-Unis, le Japon et la Corée en 2027-2028 a été accueillie avec un mélange d'admiration et d'effroi par le reste du monde.

Devenues trop grandes et de moins en moins étanches, les géosphères d'influence perdaient de leur cohérence. Les Etats-Unis redécouvraient leur lien avec l'Amérique du Sud, l'Union européenne (désormais privée de ses états membres de l'Est, mais plus unie au niveau politique) avec l'Afrique, tandis que le Japon renouvelait ses liens avec l'Asie du Sud Est malgré la mauvaise humeur d'une Chine affaiblie (mais toujours puissante).

Pour éviter de perdre toute utilité, après une période où elles servaient à la fois de chien de garde du monde riche et d'ultime forum de coopération dans une planète en forte tension, les Nations Unies décidèrent alors de se réinventer. Un Conseil des entreprises apparaissait, ainsi qu'un autre dédié aux villes et aux régions. Les protestations des Etats furent vite étouffées par les entreprises et les métropoles qui constituaient leur véritable système névralgique. Même les hacktivistes, qui avaient à peu près préservé l'ouverture de l'internet plus ou moins accessible durant toutes ces années, ont obtenu une reconnaissance officielle de la part des Nations Unies : ils étaient en effet devenus membres de la « Société Civile ». Personne ne savait ce à quoi cette ONU refondée allait servir, mais elle reflétait certainement mieux ce que le monde était devenu.

*
* *

En 2030, l'économie mondiale était plus proche de l'équilibre écologique qu'elle ne l'avait jamais été durant un siècle. La planète s'éloignait également, petit à petit, d'une zone de conflits permanents, voire de risques existentiels. Mais la situation restait dangereuse. L'équilibre écologique avait principalement été atteint en maintenant des milliards de personnes dans la pauvreté, et seulement de manière secondaire grâce au progrès technologique et organisationnel. Des ensembles économiques et politiques plus puissants que jamais de disputaient le pouvoir, et disposaient de moyens économiques et militaires plus importants que ceux de n'importe quel Etat, sauf bien sûr les Etats-Unis. Les grandes entreprises étaient devenues des pouvoirs presque autonomes, capables si nécessaire de mobiliser des moyens militaires. Les biotechnologies fournissaient les moyens de produire des armes mortelles à bas prix. Les jeunes générations du nord et (encore plus) du Sud rongeaient leur frein dans un monde dirigé par une caste de personnes de plus en plus âgées.

Le monde était parvenu à éviter une crise environnementale globale. Il lui restait maintenant à devenir un lieu où il fasse bon vivre.